

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 21 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIÈRES ET MATÉRIAUX**

Picampoix  
58800 Sardy-lès-Épiry

Références : 230628  
Code AIOT : 0005400431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement CARRIÈRES ET MATÉRIAUX, implanté au lieu-dit « Picampoix » - 58800 Sardy-lès-Épiry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée suite à des épisodes récurrents de pollution du ruisseau de Sardy, qui longe les installations de stockage de matériaux issus de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES ET MATÉRIAUX
- « Picampoix » - 58800 Sardy-lès-Épiry
- Code AIOT : 0005400431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Sardy-lès-Épiry, dite « carrière de Picampoix », exploitée par la société Carrières et Matériaux est une carrière de roche massive à ciel ouvert autorisée à exploiter depuis 1974.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Pollution des eaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Collecte des effluents liquides - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Demandes de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à divers épisodes de pollution du ruisseau de Sardy, l'inspection avait pour but de vérifier sur site l'éventuelle implication de la carrière. Lors de la visite, aucune pollution visuelle du ruisseau n'a été constatée. Pour déterminer si la carrière est à l'origine d'un relargage de MES dans le ruisseau de Sardy, l'exploitant devra mettre en place un dispositif de suivi du taux de MES dans le ruisseau ainsi que de la turbidité ; il proposera à l'inspection un protocole de suivi, précisant notamment la localisation des points de suivi, la méthode de prélèvement (en continu ou autres) et s'assurera que ce protocole soit représentatif des activités de la carrière. Il devra également fournir les documents relatifs aux prélèvements en eaux d'appoint pour le traitement des matériaux, le plan des réseaux d'eau de ses installations ainsi que la localisation du point de rejet du trop-plein du bassin d'eau claire prévu dans son arrêté d'autorisation d'exploiter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux utilisées pour le lavage des matériaux sont pompées dans le bassin de décantation des eaux de ruissellement. Un prélèvement complémentaire est réalisé dans le trop-plein du canal du Nivernais. Ce prélèvement est limité aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 20 000 m<sup>3</sup> en prélèvement maximal annuel</li><li>- débit maximal horaire 30 m<sup>3</sup> et journalier 210 m<sup>3</sup>.</li></ul> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.  Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne mensuellement.  Un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite ou autre dispositif d'efficacité équivalente sont installés afin d'isoler les réseaux d'eau du site raccordés au réseau d'adduction d'eau publique. Cet ou ces équipements doivent faire l'objet d'un contrôle annuel. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant devra fournir à l'inspection le registre des prélèvements d'eau du trop-plein du canal du Nivernais. Il fournira en parallèle les éléments justifiant des dispositifs permettant de limiter la consommation d'eau des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Collecte des effluents liquides - dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.  À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant devra fournir à l'inspection les éléments permettant de justifier le respect des dispositions de l'article 4.2.1 de son arrêté d'autorisation d'exploiter.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir à l'inspection le plan des réseaux mis à jour ; ce plan indiquera, le cas échéant, la localisation du point de rejet du trop-plein du bassin d'eau claire tel que prévu à l'article 4.3.2 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Le rejet direct, sans traitement, des eaux utilisées dans les installations de lavage des matériaux sont interdits à l'extérieur du site. Ces eaux sont collectées séparément et recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel, doit être prévu.</p> <p>Les eaux de lavage des matériaux transitent dans plusieurs bassins de décantation. Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin d'eau claire où elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication.</p>

<p>Les bassins de décantation doivent être réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe phréatique située à leur aplomb.</p> <p>Afin de garantir un meilleur taux de recyclage des eaux, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des bassins de décantation étanche ;</li> <li>- un système de traitement permettant une meilleure floculation des boues (acrylamide).</li> </ul> <p>Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient également à jour mensuellement un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p> <p>Les bassins de pompage et décantation sont protégés par des merlons pour éviter l'introduction d'eaux de ruissellement et toute pollution externe. Ces bassins ne reçoivent que les eaux propres et eaux de process à l'exclusion de toutes autres.</p> <p>Le surplus des eaux du bassin d'eau claire est évacué par gravité dans le ruisseau de Sardy.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir à l'inspection les éléments permettant de justifier du respect du taux de recyclage de 80 % des eaux de process ; il fournira notamment le registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Demandes de l'inspection des installations classées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2015, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et analyses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures sonores de l'installation. Ils seront réalisés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation des installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant devra procéder au suivi de la turbidité et de la concentration en MES dans le ruisseau de Sardy. Pour cela, il lui est demandé de fournir un protocole d'analyses permettant de déterminer l'impact éventuel de la carrière sur ces 2 paramètres. Aussi, 3 stations de suivi, l'une en amont, l'autre au niveau de la zone de stockage des matériaux et la dernière en aval de la carrière devront être prévues. La durée de suivi sera déterminée de manière à ce qu'il soit représentatif de l'activité de la carrière. Un rapport d'analyse sera réalisé et devra conclure sur la responsabilité ou non de la carrière concernant la pollution du ruisseau de Sardy, pollution récurrente depuis plusieurs années, et proposera des mesures correctives le cas échéant.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois